le bon samaritain de l'Evangile. Je ne doute donc pas que, dans vos relations avec *la Caridad*, vous ne vous inspiriez des sentiments de sympathie qui naissent de l'exercice d'une même vertu, surtout si cette vertu est la charité, reine de toutes les autres.

Je vous prie de faire connaître cette circulaire aux membres du Comité que vous présidez, et d'agréer, etc.

L'Inspecteur général,

NICASIO LANDA.

Nous avons appris, par une lettre du 7 décembre, qu'à cette date la circulaire qu'on vient de lire avait déjà produit de bons effets. Nous savons, en particulier, que *la Caridad* s'est adressée au docteur Landa pour obtenir un laissez-passer en faveur d'un convoi d'objets de pansement adressés de France à l'hôpital carliste d'Irache, et qu'il a pu être fait droit à cette demande. Les véhicules ont été accompagnés par un membre du Comité de la Croix rouge de Pampelune à Estella, et de là par un autre membre de la même société, jusqu'à Irache, où ils ont été remis aux carlistes.

Le Comité de Pampelune est toujours largement pourvu de charpie et de matériel de secours de tout genre ; il se tient constamment, ainsi que les comités voisins, prêt à agir dès que les circonstances l'exigent et le permettent.

A Madrid, une cérémonie religieuse a dû avoir lieu, le 14 décembre, à St-François, pour la bénédiction des drapeaux remis aux comités d'arrondissements, et une quête a dû se faire à cette occasion.

FRANCE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Paris, le 3 janvier 1873.

A Monsieur Moynier, Président du Comité international.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de résumer cette lettre dans l'exposé sommaire de la dernière assemblée générale.

Les rapports lus dans cette réunion vous feront connaître, beaucoup mieux que je ne saurais le faire, les événements qui ont signalé le cours du dernier trimestre.

L'assemblée générale des membres fondateurs de la Société française se réunissait, le 27 décembre dernier, sous la présidence de Mgr le duc de Nemours.

Après la lecture du procès-verbal de la séance de juin, M. le comte de Ripalda remercia la Société, au nom des comités d'Espagne, pour ses généreux efforts à l'égard des victimes de la guerre civile.

Puis trois discours furent prononcés et accueillis avec la plus grande faveur :

Mgr le duc de Nemours remercia le Conseil des suffrages qui l'avaient appelé à la présidence ;

M. le vicomte de Melun résuma, dans un rapport d'ensemble, à la fois moral et financier, les travaux de l'année 1873 ;

M. le comte de Beaufort lut un éloge sur M. le comte de Flavigny.

J'ai l'honneur de vous adresser les paroles de M. le président, ainsi que la notice de M. le comte de Beaufort.

Quant au rapport général, l'épreuve ne sera pas composée assez tôt pour que je puisse, ainsi que l'aurait désiré M. le vicomte de Melun, vous en donner aujourd'hui communication. En voici, du moins, un résumé succinct, relevé de quelques extraits.

Après avoir rappelé, « comme un dernier écho des travaux de la guerre, le compte rendu si lucide et si complet du président de la Commission des finances, où l'on retrouvait l'histoire de notre Société pendant des années de tourmentes et de désastres, » M. le rapporteur expose à grands traits comment la Société s'est acquittée, pendant l'année 1873, des devoirs qu'elle avait à remplir envers le passé et l'avenir.

Je transcris fidèlement tout le passage relatif aux travaux de la *Commission des secours*. Ce sont ceux sur lesquels vous avez, jusqu'ici, reçu le moins de détails.

« Si la guerre a imposé à la France les plus douloureuses séparations et des pertes qui ne s'oublient jamais, elle a aussi laissé parmi nous des témoins et des victimes de ses rigueurs. Nous verrons longtemps encore les blessés des sanglantes batailles, les

« malades, les infirmes de la captivité, et ces veuves, ces orphelins, ces pauvres vieillards qui datent de nos désastres, la mort de ceux qui les faisaient vivre et l'invasion de la misère dans leurs maisons en deuil. L'Etat a beaucoup fait pour payer la dette du pays envers ses glorieux serviteurs ; mais la Société de secours aux blessés, pour rester fidèle à son titre, avait aussi sa grande part à prendre dans cette œuvre de réparation. La guerre, en lui léguant ses blessés, lui avait aussi légué les moyens de les soulager, fruits de la générosité nationale et étrangère ; et le jour où commença, par la signature de la paix, l'ère du redressement et de la convalescence, elle se trouva dépositaire d'une fortune à laquelle avait contribué tout le monde et que tout le monde avait destinée à ceux qui avaient souffert pour tous. Vous savez, messieurs, l'usage qu'elle a fait de cette fortune.

« Par un placement sûr et intelligent, elle en a mis le capital à l'abri des aventures, du hasard et de tous ces entraînements de dépenses auxquels ne doit pas être exposé le bien des malheureux. Le revenu a été divisé en deux parts ; en 1873, 115,000 fr. ont été mis à la disposition de la Commission des secours, dont 100,000 fr. consacrés à donner à chacun des mille blessés les plus dignes d'intérêt un secours renouvelable de 100 fr.

« La commission chargée de cette distribution en a compris l'importance et la responsabilité.

« A Paris, aucun secours n'a été accordé qu'après un examen attentif de l'état du blessé et la vérification de sa position de famille, de fortune, de travail et des subventions que lui avait données l'Etat.

« Dans les départements, un appel a été fait aux Comités qui, pendant la guerre, s'étaient associés avec tant de dévouement et d'intelligence aux opérations de la Société.

« Confiant en leurs lumières et leur compétence, le Conseil central leur a demandé d'être ses intermédiaires auprès de leurs compatriotes dont ils pouvaient mieux que personne apprécier les titres et défendre les intérêts, et il n'a eu qu'à se féliciter de la manière dont ils ont accompli leur mission. Là où, dispersés par la paix, les Comités n'existaient plus, le Conseil eut l'heureuse pensée de s'adresser aux généraux commandant les départements, et de les prier de lui envoyer la liste des hommes qui,

« dans leurs circonscriptions, avaient un droit spécial aux secours.
 « Les généraux ont répondu avec empressement à cet appel, en
 « remerciant la Société de sa sollicitude pour des soldats dont
 « beaucoup avaient combattu sous leurs ordres.—Grâce à la préci-
 « sion des renseignements, à l'exactitude de ces deux sources d'in-
 « formations, le Conseil a pu découvrir dans les plus humbles vil-
 « lages des situations jusque-là ignorées, réparer les oublis et
 « les erreurs de la loi et venir en aide à d'intéressantes misères que
 « personne n'avait encore secourues. Dans les archives qui con-
 « tiennent les titres et l'histoire de tous ceux qui ont eu part à nos
 « dons, et que l'on a appelé à juste raison le Livre d'or de notre
 « Société, on s'étonnera peut-être de ne pas voir toujours le se-
 « cours proportionné à la gravité des blessures.

« Pour les grands blessés, pour ceux que la perte d'un membre
 « signale à la commisération publique, le Trésor a des pensions,
 « l'Etat des emplois et des récompenses.

« Les dons de la Société leur apportent une augmentation de bien-
 « être, un peu de luxe bien justifié par les souffrances endurées et
 « les services rendus. Des blessures qui paraissent moins graves,
 « et sont surtout moins apparentes, méritent encore plus de pitié.
 « Elles laissent l'homme tout entier, mais meurtri et traînant sou-
 « vent après lui un membre inutile. Pour celles-là, la loi n'a pas
 « été généreuse, et lorsque, avec l'incapacité de travail et l'absence
 « de ressources, pèse encore la charge d'une famille, le secours de
 « la Société n'ajoute pas à la facilité de la vie ; il a grand'peine à
 « empêcher un malheureux de mourir de faim ! Pour ceux-là sur-
 « tout les comités et les généraux ont réservé leurs demandes les
 « plus actives et leurs plus pressantes recommandations, et le Con-
 « seil ses plus nombreux secours.

« En 1873, 110,000 francs, dont 91,500 en secours de 100 francs,
 « ont été distribués à 1,372 blessés ; 3,000 francs ont été accordés
 « aux ascendants et aux veuves des soldats tués par la guerre. »

M. le rapporteur passe aux travaux de la *Commission des études*. Il résume ses efforts pour atteindre les moyens qui peuvent contribuer à la diminution des souffrances et à la facilité des transports dans le service des évacuations et du rapatriement. Il décrit le concours ouvert pour le matériel des ambulances de terre et de mer, ainsi que l'Exposition au Palais de l'industrie :

« Là, dit-il, rien n'était disposé pour flatter le goût et plaire aux yeux, et, cependant, le public n'a pas manqué, attiré par autre chose que la magnificence de l'art et du travail. Un sentiment meilleur que celui de la curiosité intéressait à la voiture où le blessé, transporté doucement par une ingénieuse invention, trouve un lit à l'abri des faux mouvements et des secousses ; à la cuisine ambulante où se prépare la nourriture qui le soutient et le fortifie ; à la tente et au fauteuil où il se repose ; à ces instruments de chirurgie dont les blessures sauvent la vie ; à tous ces appareils, à tous ces objets de pansement dont chacun représente une douleur adoucie, une souffrance épargnée, souvent même une existence reconquise. »

Puis, rappelant les travaux personnels de la société, le rapport ajoute, au sujet du train sanitaire qui a mérité à la Société un grand diplôme d'honneur :

« Ce train se compose de huit wagons. Il présente ce que la science a pu réunir pour rendre douce et facile aux blessés la plus longue route.

« Là, marchent avec eux la cuisine, le réfectoire, la pharmacie, la bibliothèque, tout ce qui sert à leur nourriture, à leur pansement et jusqu'à leur distraction. Le médecin, l'infirmier, les accompagnent ; le transport perd ce qu'il avait de pénible et de dangereux, la rapidité de la course n'interrompt plus le traitement, et la guérison peut s'achever avec le voyage.

« Revenu maintenant à Paris, ce train n'aura pas besoin d'une guerre nouvelle pour être utile et bienfaisant. Des négociations sont entamées pour que, pendant la paix, il serve aux blessés de l'industrie et aux victimes des terribles accidents de chemins de fer. La société ne veut pas seulement offrir des exemples à imiter, elle a la noble ambition qu'un jour, à l'aide de quelques arrangements faciles, son système pour le transport des blessés pourra être adapté en un instant à tout matériel de chemin de fer, et qu'en cas de guerre, chaque wagon de marchandises se transformera en ambulance roulante. »

Viennent ensuite quelques détails sur la création des voitures de transport, sur leur envoi dans les camps, et l'adoption de l'une d'elles par la Commission de révision du matériel des ambulances de la guerre, pour servir de type aux voitures de l'armée.

Après avoir annoncé comme prochaine la publication du rapport statistique, « où ceux qui s'intéressent aux blessés trouvent
« de nombreux détails sur les pertes des armées française et allemande pendant la dernière guerre, sur nos ambulances fixes,
« volantes, de campagne et de gare, sur la nature des blessures et
« le résultat de leurs divers traitements, » M. le vicomte de Melun résume les efforts déjà faits pour la réorganisation départementale, et fait connaître que, pour l'étude de cette grave question, un congrès réunira, dans le mois d'avril de cette année, les présidents des comités de province et ceux de leurs membres qu'ils auront délégués.

La dernière partie du rapport expose la situation financière de la Société, à la fin de l'année 1873. Après le tableau des recettes et des dépenses, il ajoute :

« En tenant compte des dépenses présumées du mois de décembre, nous pouvons compter sur un excédant de recettes d'environ 40,000 fr., ce qui nous permet de porter au budget de 1874, en recettes et en dépenses, une somme de 215,500 fr. A l'aide de ces ressources, la Société pourra se montrer généreuse envers les blessés, et réaliser les idées utiles et les projets pratiques et raisonnables. Une grande régularité a présidé à l'administration de nos finances ; le contrôle minutieux de la commission chargée de ce soin en a surveillé tous les détails ; le plus léger abus n'aurait pu échapper à son œil vigilant et sévère. Aucun devoir n'est plus impérieusement imposé à une œuvre que la clarté dans ses chiffres, et que l'ordre dans sa comptabilité. L'argent qui nous est confié vient de la source la plus pure, la charité ; il va au but le plus digne de respect, la pauvreté et la souffrance. Ceux qui donnent, comme ceux qui reçoivent, ont le droit de compter, non-seulement sur le dévouement, mais aussi sur l'économie intelligente des hommes qui ont été appelés à l'honneur d'être les intermédiaires et les distributeurs de leurs bienfaits. »

Quant aux relations de la Société française avec les sociétés de secours étrangères, le rapporteur, après avoir fait mention des témoignages de grande sympathie qu'elle en a reçus, ainsi que des bons rapports échangés, donne une esquisse rapide de leur activité : « La Société russe qui, l'année dernière, ouvrait des écoles

« d'infirmiers, a attaché des médecins et des infirmiers volontaires
 « au corps d'expédition de Khiva et a fait pénétrer la Croix rouge
 « jusque dans ces contrées lointaines où elle accomplit son œuvre
 « de civilisation et d'humanité. En Espagne, pour adoucir les
 « maux de la guerre civile, la société de secours aux blessés s'est
 « unie aux services sanitaires de l'armée, et votre Comité central
 « n'a pas voulu rester étranger au soulagement de ces immenses
 « misères, tout en conciliant les devoirs de la prudence avec ceux
 « de la charité ; les sociétés d'Angleterre, de Belgique, de Suède,
 « d'Italie et des Pays-Bas, utilisant les loisirs de la paix, complè-
 « tent et fortifient leur organisation.

« La part que les sociétés d'Allemagne et d'Autriche ont prise à
 « l'Exposition universelle de Vienne, les développements qu'elles
 « ont donné au matériel des ambulances, les prix institués pour
 « stimuler les progrès de la science hospitalière, ont témoigné
 « d'une activité que leurs rapports nous avaient fait connaître, et
 « que le zélé et savant président du Comité de Genève a si heu-
 « reusement décrite dans son *Histoire des dix premières années de la*
 « *Croix rouge*. »

« L'assistance volontaire commence à faire son chemin chez les
 « nations qui, jusque-là, lui demeuraient étrangères. Vous vous
 « rappelez avec quel intérêt l'empereur du Brésil examinait l'année
 « dernière notre matériel ; nous avons lieu d'espérer que bientôt
 « sous son impulsion, le Brésil donnera sa signature à la Conven-
 « tion de Genève, à laquelle, récemment, le souverain de la Perse
 « promettait son adhésion. »

Monsieur le rapporteur dit en terminant :

« Une douloureuse pensée vient s'associer à la satisfaction
 « qu'inspirent les heureux résultats obtenus par notre société, et
 « celles qui travaillent à la même œuvre. Pourquoi faut-il que
 « celui qui présidait à nos travaux, et les animait de son zèle et de
 « son influence, ne soit plus là pour vous en rendre compte et se
 « féliciter avec vous des résultats accomplis ?

« Il nous a été enlevé à la fin de cette année, pendant laquelle,
 « comme toujours, il nous avait consacré tous les instants de sa vie,
 « et la nouvelle de sa perte a été accueillie par le deuil de tous
 « ceux qui avaient partagé ses labeurs et reçu ses bienfaits.

« Le Conseil, par la voix de son secrétaire général, va lui payer, « tout à l'heure, le juste tribut de notre reconnaissance.

« Mais sa mort, si rapide et si imprévue, nous a imposé la difficile tâche de remplacer un président qui laissait après lui un si « bel exemple et de si profonds regrets. Dans le choix qu'il a fait, « le Conseil a cherché le même dévouement, la même intelligence « du bien, unis à l'autorité que donnent l'illustration du rang, les « grands souvenirs et le respect universel ; il a voulu ainsi rassembler toutes les chances favorables à la bonne direction et à la « prospérité de notre œuvre. Vous serez d'accord avec lui, Messieurs, dans la conviction qu'il ne s'est pas trompé, et il vous « demande de le lui prouver, en confirmant, par votre assentiment, « l'admission parmi ses membres du président qu'il a élu. »

A la suite de ce rapport, l'assemblée confirma par acclamation la nomination de Mgr le duc de Nemours.

Il y avait à élire deux autres membres ; sur la proposition du Conseil, l'assemblée a nommé :

MM. le comte de Clermont-Tonnerre,
le comte de Flavigny.

Cinq membres sortants ont été réélus, ce sont :

MM. le vicomte de Melun,
Le Camus,
L. de Cazenove,
Bartholony,
le comte Sérurier.

Un bulletin, bientôt prêt à paraître, publiera *in extenso* le compte rendu de cette séance ; j'aurai l'honneur de vous l'adresser sans retard.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma respectueuse considération.

A. DELAPORTE.